Mercosur : sous la pression des agriculteurs et face au risque de censure… Emmanuel Macron votera contre, sans toutefois pouvoir empêcher la signature déjà actée par von der Leyen

08/01/2026 à 19h06



C’est tranché. Ce vendredi à Bruxelles, la France votera contre la signature de l’accord commercial avec les pays sud-américains du Mercosur. Pas de quoi empêcher la présidente de la Commission européenne d’aller parapher officiellement le traité, ce qu’elle prévoit de faire lundi au Paraguay. (…)

Un débat agitait ces derniers jours les proches d’Emmanuel Macron : la France devait-elle voter contre ou s’abstenir lors de la réunion des représentants des États membres prévue ce vendredi ? Le président de la République ayant constaté son échec annoncé, il cherchait la manière la moins douloureuse de l’endosser. Voter contre, c’était perdre la face sur la scène européenne en actant l’isolement de la France, première puissance agricole européenne pourtant incapable de convaincre ses partenaires ou de tenir tête à la Commission.

Mais s’abstenir, c’était entretenir une ambiguïté qui aurait sans aucun doute décuplé la colère des agriculteurs. En guise de nouvel avertissement, des tracteurs ont déboulé jeudi près de l’Assemblée nationale, de l’Arc de triomphe et de la tour Eiffel, à Paris, malgré les interdictions de convois. Surtout, les alertes se multipliaient sur une possible censure du gouvernement de Sébastien Lecornu, déjà empêtré dans les négociations sur le budget. (…)

Emmanuel Macron, qui martèle depuis plusieurs années que le Mercosur est inacceptable « *en l’état* », essaie pourtant de faire valoir des concessions arrachées à Bruxelles, dans une tentative de sauver les meubles. Ces derniers jours, il s’est ainsi félicité de déblocages anticipés de fonds pour la politique agricole commune (PAC) et de la révision de la taxe carbone aux frontières de l’UE pour épargner les engrais importés. Des *«engagements majeurs»*, appuie Emmanuel Macron, en écho à sa ministre de l’Agriculture, Annie Genevard.

Mais à l’Élysée, on a bien compris que ces mesures – qui n’ont pas de lien direct avec le Mercosur – apaiseraient à peine la colère dans les champs, où le désarroi s’est répandu avec l’abattage total des troupeaux bovins infectés par la dermatose nodulaire contagieuse (DNC). En ce qui concerne l’accord lui-même, les exigences posées par Paris ne sont pas satisfaites, loin de là. (…)

Le Figaro

Lire également :

- *Accord avec le Mercosur : la classe politique française fustige la validation du texte par Ursula von der Leyen*